LE GROUPE
NOUVEAU PARIS
POPULAIRE

DOSSIER DE PRESSE

SEANCE DU CONSEIL DE PARIS
DU MERCREDI 15 JUILLET AU SAMEDI 18 JUILLET 2026

Les réponses du NPP face au budget d'austérité d'Emmanuel Grégoire

LA FRANCE INSOUMISE PARIS
LES VERTS POPULAIRES

LE GROUPE
NOUVEAU PARIS
POPULAIRE

Edito : *"L'heure de vérité, c'était le budget supplémentaire. Et cette heure de vérité est terrible."*

P**endant trois mois, nous avons voulu laisser une chance à cette nouvelle majorité.** Nous avons voulu croire que les promesses de changement se traduiraient enfin en actes. **Trois mois plus tard, le constat est sans appel : le budget supplémentaire est un choc politique.**
Ce budget n'apporte pas un euro de plus et ne recrute pas un agent de plus pour répondre aux urgences des Parisiennes et des Parisiens. Il tourne le dos aux crises qui frappent notre ville : la protection de l'enfance, l'école, le logement, la santé, l'adaptation au changement climatique. C'est un choix politique. Et ce choix est choquant.

La crise actuelle du périscolaire n'est pas une surprise. La Ville disposait déjà d'un diagnostic, de recommandations et même d'un plan de réforme élaboré par ses propres services. Pourtant, rien. **Pourtant, rien. Pendant que les rapports s'accumulent, les réformes attendent.** Pendant que l'on organise des conventions citoyennes, près de 2 000 enfants sont privés de centres de loisirs cet été faute de personnels. Cette situation est inacceptable.

Ces trois mois d'exercice révèlent également un autre visage de cette mandature : celui d'une concentration croissante du pouvoir. Réforme du règlement intérieur pour réduire les droits de l'opposition, fragmentation des délégations de son exécutif chapeauté par un cabinet pléthorique, procédure bâillon contre son opposition… **En quelques semaines seulement, Emmanuel Grégoire engage une hypercentralisation de la vie démocratique parisienne.** Ce tournant a d'ailleurs été relevé par plusieurs médias. Ceux qui promettaient davantage de démocratie semblent désormais vouloir tout contrôler.

P**ourtant, Paris mérite mieux que l'austérité budgétaire et la centralisation du pouvoir**. En cent jours, le Nouveau Paris Populaire a montré à quoi sert une opposition quand elle ne se contente pas de commenter : être sur le terrain avec les habitantes et les habitants, porter les combats au Conseil de Paris, et aller jusqu'au juge quand la majorité refuse d'agir.
Écoles, logement, services publics, défense du patrimoine, démocratie locale : nous avons été là où les Parisiennes et les Parisiens avaient besoin d'une voix, d'un relais, d'un rapport de force. Pas pour faire de l'opposition de posture, mais pour empêcher les renoncements, documenter les carences et arracher des réponses.

Ces cent premiers jours n'étaient qu'un début. Les cent prochains seront ceux d'une opposition déterminée, exigeante et offensive. À chaque abandon, nous opposerons une solution. À chaque verrouillage, nous défendrons les contre-pouvoirs. À **chaque injustice, nous ferons entendre la voix du Paris populaire.**

Sophia Chikirou, coprésidente

Émile Meunier, coprésident

LA FRANCE INSOUMISE PARIS

LES VERTS POPULAIRES

LE GROUPE
NOUVEAU PARIS
POPULAIRE

100 JOURS DE CRISES : NOS ACTIONS CONCRÈTES

1. **Face aux affaires de pédocriminalité dans le périscolaire :** Focus sur la saisine de procureur de la République au titre de l'article 40
2. **Face à l'inaction climatique :** de l'alerte à l'action en justice pour protéger nos enfants et nos écoles
3. **Face au mal-logement :** le NPP lance SOSLogement.fr pour lutter pour plus de transparence

LE NPP FACE À UN BUDGET DE L'AUSTÉRITÉ

Face à un budget supplémentaire à 0 € annoncé par Emmanuel Grégoire, le NPP mise sur des investissements assumés en faveur des Parisien·nes financés par une hausse des recettes fiscales : taxe foncière et taxe d'habitation sur les résidences secondaires.
Nos principaux amendements au budget supplémentaire :

1. **Protéger les enfants** : faire de l'éducation une priorité budgétaire absolue
2. **Face aux changements climatiques** : mettre les moyens pour une véritable bifurcation écologique, avec un focus école.
3. Un investissement massif pour **améliorer les conditions de vie dans le logement social** et lutter contre le mal-logement
4. **Garantir l'accès aux soins** et à de véritables services publics de proximité
5. Construire **une véritable ville populaire et accessible**
6. **Hausse de la fiscalité locale pour financer les investissement d'avenir**

LES ALERTES DU NPP

1. **Projet de l'incinérateur de Vitry :** le NPP mobilisé contre une aberration écologique et urbanistique, sans concertation citoyenne et contre l'ensemble des partis politiques locaux
2. **Réforme du règlement intérieur et régression de la démocratie locale :** hyper centralisation et mise à mal des droits de l'opposition

LA FRANCE INSOUMISE PARIS
LES VERTS POPULAIRES

100 JOURS DE CRISES : NOS ACTIONS CONCRÈTES

Les cent premiers jours ont mis en lumière des crises profondes qui fragilisent Paris et pour lesquelles Emmanuel Grégoire n'a apporté aucune réponse concrètes : protection de l'enfance, adaptation au changement climatique, mal-logement. Face aux lenteurs et aux renoncements de l'exécutif municipal, le Nouveau Paris Populaire a choisi d'agir, d'alerter et de saisir la justice.

1 **Face aux affaires de pédocriminalité dans le périscolaire :** Focus sur la saisine de procureur de la République au titre de l'article 40

Les affaires de pédocriminalité dans le périscolaire parisiens sont connues par la Ville depuis au moins 2014, **pourtant nous sommes frappées par l'inaction de la municipalité**. Pendant que la Ville cherche à gagner du temps avec la convention citoyenne, les mesures concrètes arrivent aux compte-gouttes.

En parallèle, les dispositifs chargés de faire la lumière sur les responsabilités administratives et politiques suscitent déjà de nombreuses interrogations. **La nomination d'Antoine Garapon à la tête de l'audit indépendant est d'ores et déjà contestée.**

Les questionnements se multiplient également sur les responsabilités exercées par certaines personnalités impliquées dans le suivi de ces dossiers, notamment **Catherine Baratti-Elbaz à la Direction des affaires scolaires, Alexandra Cordebard au sein de la Mission d'information et d'évaluation, ou encore Cyrille Péraube à l'Inspection générale de la Ville**.

Enfin, les travaux de la Mission d'information et d'évaluation, installée le 2 juillet et dont les premières auditions se sont tenues le 6 juillet, ont déjà donné à voir **un exécutif sur la défensive,** davantage préoccupé par sa défense que par l'établissement de la vérité.

Ce que le NPP a fait :

- Notre vœu adopté sur la transparence et l'indépendance de l'audit sur le périscolaire parisien
- contribution écrite dans le cadre de la convention citoyenne lancée par la Ville
- participation à la MIE demandée par la droite parisienne

Focus sur article 40 du Code de procédure pénale :

Face aux révélations successives sur les violences commises dans le périscolaire parisien, **le NPP a décidé de saisir la Procureure de la République afin que soient examinées les éventuelles responsabilités pénales de la Ville de Paris et des responsables politiques.** Notre démarche porte sur les défaillances institutionnelles qui ont pu permettre aux auteurs présumés d'être maintenus au contact des enfants.

Notre signalement s'appuie notamment sur un rapport interne de la Ville datant de 2015, qui alertait déjà sur des dysfonctionnements majeurs dans la prévention et le traitement des violences sexuelles sur mineurs. Parce que **la protection des enfants ne devrait jamais subir l'omerta**, nous avons estimé qu'il appartenait désormais à la justice de faire toute la lumière sur ces manquements.

100 JOURS DE CRISES : NOS ACTIONS CONCRÈTES

2 **Face à l'inaction climatique :** de l'alerte à l'action en justice pour protéger nos enfants et nos écoles

Paris à 50°C, c'est pour demain. Pourtant, plus de vingt ans après la canicule de 2003, et après avoir lancé une Mission d'Information et d'évaluation (MIE) sur le sujet en 2023, la capitale n'est absolument pas prête à faire face aux conséquences du changement climatique. Selon une étude publiée dans *The Lancet* en avril 2023 et de *The Economist* de juin 2026, **Paris demeure aujourd'hui la capitale européenne enregistrant la plus forte surmortalité liée aux épisodes de fortes chaleurs.**

Et malheureusement, l'actualité récente ne fait que confirmer ce triste constat. **Lors de la vague de chaleur de fin juin 2026, 110 personnes sont décédées à Paris,** à domicile ou sur la voie publique, **au cours de la seule journée du vendredi 26 juin**. Un chiffre exceptionnellement élevé, près de quinze fois supérieur à la mortalité quotidienne observée en période normale,

Ce que le NPP a fait :

- Alertes multiples en Conseil de Paris sur tous les sujets d'inadaptation de la Ville face aux changement climatiques : logement social, bâti scolaire, accès aux espaces verts et à l'eau, création de 300 hectares d'espaces vert, moratoire sur les bureaux, prise en compte des besoins des populations précaires (seniors, personnes à la rue, enfants, quartiers populaires, etc.)
- Notre vœu adopté sur l'engagement de la ville dans la mise à l'abris des MNA pendant les fortes chaleurs et la reprise de nos propositions pour l'adaptation des écoles
- Nous avons été les seuls à penser justice climatique et justice sociale.

Focus sur la plainte pour inaction climatique :

Depuis plus de 20ans, la Ville de Paris savait, et elle n'a rien fait ou si peu. Le problème de la vulnérabilité du patrimoine scolaire aux vagues de chaleur est documenté par la Ville depuis 2007, et l'adoption de son premier Plan Climat. Et pourtant les carences sont inacceptables.

La séquence caniculaire de juin 2026 en a fourni la démonstration concrète : + de 35°C dans les salles de classe, parfois 45°C. Les écoles sont désormais impropres à un accueil normal des enfants. Nous mettons donc aujourd'hui la Ville en demeure de produire une programmation pluriannuelle, chiffrée et vérifiable, de rénovation thermique et d'adaptation climatique des écoles, dans le respect du Plan climat.

Si elle ne le fait pas, nous irons devant le juge pour l'y forcer. Et tout au long du mandat, le NPP contrôlera la mise en œuvre de cette programmation.

100 JOURS DE CRISES : NOS ACTIONS CONCRÈTES

3 **Face au mal-logement :** le NPP lance SOSLogement.fr pour lutter pour plus de transparence

À Paris, plus de 327 000 ménages attendent un logement social, alors que seulement 9 000 logements environ sont attribués chaque année. Alors que la crise du logement continue de s'aggraver, avec un record de **près de 3 millions de personnes en attente d'un logement social à l'échelle nationale**, nous avons constaté dès le début de la mandature une absence de réponse politique face aux problèmes systémiques d'insalubrité, de précarité énergétique et de dégradation du parc de logement social de la ville de Paris. **Derrière les discours sur le logement abordable et la mixité sociale, des milliers de Parisiennes et de Parisiens vivent dans des conditions indignes.**

Les révélations récentes sur l'état de certains logements sociaux et résidences pour personnes âgées ont confirmé l'ampleur d'une crise niée par l'exécutif parisien. Pour le Nouveau Paris Populaire, le mal-logement est une urgence sociale, sanitaire et démocratique qui exige des réponses transparentes et ambitieuses.

Nous sommes aujourd'hui les seuls à faire du mal-logement une question à la fois sociale, sanitaire et démocratique.

Ce que le NPP a fait :

- Alertes répétées en Conseil de Paris sur les situations d'insalubrité dans le parc social parisien ;
- Interpellation de l'exécutif et exigence sur la transparence et le contrôle public, notamment dans les dépenses engagées et les suivis des travaux;
- Dépôts de vœux, amendements et questions écrites pour demander le gel des charges locatives, la rénovation thermique des logements sociaux et des conditions dignes d'habitat pour les personnes les plus vulnérables ;
- Soutien aux collectifs de locataires et aux associations mobilisées pour le droit au logement ;

Focus sur la plateforme SOSLogement.fr :

Face à l'absence de données transparentes sur l'ampleur réelle du mal-logement à Paris, le Nouveau Paris Populaire a lancé la plateforme SOSLogement.fr, un outil permettant aux habitantes et habitants de signaler directement les situations d'insalubrité, de précarité énergétique, de nuisibles ou de dégradation de leur logement soicial parisien. Notre objectif est simple : rendre visibles des situations trop souvent ignorées ou minimisées.

À travers cette plateforme, nous voulons à la fois accompagner les personnes concernées et construire un état des lieux indépendant du mal-logement à Paris. Parce qu'on ne peut pas combattre efficacement une crise que l'on refuse de mesurer, nous faisons le choix de l'écoute des habitants et de la réponse politique fondée sur les réalités du terrain.

LE NPP FACE A UN BUDGET DE L'AUSTÉRITÉ

Emmanuel Grégoire annonce 160 millions d'euros supplémentaires, mais en réalité, il nous ment ! En actant un budget supplémentaire à 0 €, ***Emmanuel Grégoire fait le choix de l'austérité plutôt que de l'investissement.*** *Là où la majorité renonce, le Nouveau Paris Populaire propose un contre-projet fondé sur la justice sociale, les services publics et la transition écologique.*

1 Protéger les enfants : faire de l'éducation une priorité budgétaire absolue

LE CONSTAT DU NPP

Le budget supplémentaire aurait dû être celui de l'éducation et de la protection des enfants. Après les révélations sur les violences dans le périscolaire, la majorité disposait d'un diagnostic partagé, de recommandations et même d'un plan d'action chiffré élaboré par ses propres services. Pourtant, aucun investissement ni recrutement n'est engagé.

Pire encore, alors qu'Emmanuel Grégoire annonçait dès le mois de mars un effort supplémentaire de 20 millions d'euros pour le périscolaire, le budget supplémentaire acte en réalité **une baisse de quelques centaines de milliers d'euros sur cette politique publique.**. Dans le même temps, les fermetures de classes se poursuivent et les investissements dans le bâti scolaire restent insuffisants, malgré les épisodes de fortes chaleurs qui ont révélé l'urgence d'adapter les écoles parisiennes. **Ce budget confirme que, face à l'urgence, la majorité a choisi de ne pas faire de l'enfance sa priorité.**

NOS ACTIONS AU CONSEIL DE PARIS

Avec le Nouveau Paris Populaire à la tête de la municipalité, **nous aurions consacré 19,7 millions en budget supplémentaire de fonctionnement et 30 millions d'euros en investissement** pour construire un véritable plan pour l'éducation communale et la protection de l'enfance

- **VR DASCO 84_Mise en œuvre des recommandations de la Convention citoyenne sur la protection et les temps de l'enfant**
- **VNR _Publicité des auditions de la MIE**
- **Question écrite - Activité et fonctionnement de l'Inspection générale de la Ville de Paris**
- **Question écrite - Acquisition en urgence de climatiseurs pour les écoles parisiennes**
- **Question écrite - 200 écoles annoncées comme adaptées à la chaleur**
- **Amendement pour augmenter le budget de l'école et du périscolaire, financé par une augmentation de la fiscalité locale**

LE NPP FACE A UN BUDGET DE L'AUSTÉRITÉ

2 Face aux changements climatiques : mettre les moyens pour une véritable bifurcation écologique

LE CONSTAT DU NPP

L**e budget supplémentaire affiche 12,9 millions d'euros** supplémentaires pour adapter les écoles aux fortes chaleurs. **Cet effort très loin d'être suffisant masque un renoncement plus profond : dans le même temps, la Ville annule 25,9 millions € d'engagements d'investissements** en faveur du climat. Par ex. Rénovation énergétique des écoles - nouvelle tranche 200 écoles : –4,58 M€, Programme mille toits anti surchauffe : –2,00 M€, ENR 2030 : –2,00 M€ etc..

La majorité renonce à préparer durablement Paris aux conséquences du changement climatique, mais aussi à adapter la Ville aux changements de mode de vie de demain.

NOS ACTIONS AU CONSEIL DE PARIS

L**e Nouveau Paris Populaire propose un amendement massif de 208 millions d'euros** pour créer un véritable plan d'écologie populaire, fondé sur la justice sociale face au changement climatique et sur des projets d'ampleur comme les éco-régions :

- **VNR_Préfiguration d'une Écorégion Seine comme nouvel espace de planification écologique**
- **VR DLH 114_calendrier d'interdiction de location des passoires thermiques**
- **VNR_Accélération de la rénovation des logements parisiens face aux fortes chaleurs, lutte contre les bouilloires thermiques et renforcement des moyens consacrés au logement**
- **VR DTEC 10_Adaptation des conditions de travail des agents municipaux face aux vagues de chaleur**
- **VR DTEC 10_Transformation du rapport annuel « Paris Demain » en rapport de suivi du Plan Climat de Paris**
- **VNR _Instauration d'un moratoire sur les projets de bureaux**

LE NPP FACE A UN BUDGET DE L'AUSTÉRITÉ

3 Un investissement massif pour améliorer le logement social et lutter contre le mal-logement

LE CONSTAT DU NPP

La crise du logement n'a jamais été aussi forte à Paris. **Plus de 327 000 ménages sont aujourd'hui en attente d'un logement social**, tandis que les **situations d'insalubrité, de précarité énergétique et de dégradation** du parc de logements continuent de s'aggraver.

Pourtant, le budget supplémentaire réduit de 130 millions d'euros les engagements budgétaires consacrés au compte foncier, principal levier permettant à la Ville d'acquérir des immeubles, de préempter des logements et de développer le parc social. Au moment où les besoins explosent, la majorité choisit de réduire les outils qui permettraient d'y répondre.

NOS ACTIONS AU CONSEIL DE PARIS

Le logement doit être une priorité pour le NPP. C'est pourquoi, n**ous proposons de consacrer un budget supplémentaire de 238 millions d'euros** pour permettre de doubler le rythme de production de logements sociaux et améliorer leur habitabilité. La réquisition des logements vacants, ainsi que le gel des charges locatives, seront également des priorités pour répondre aux besoins immédiats des Parisien·nes, notamment en termes de mise à l'abri.

- **VR DSOL 98_Transparence dans la gestion des résidences seniors parisiennes et au renforcement de l'accompagnement des personnes âgées à Paris**
- **VR DSOL 67_Réalisation d'un diagnostic global des établissements parisiens de l'Aide sociale à l'enfance**
- **VR DFA 29_Fiscalité des résidences secondaires et à la prévention du contournement de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation**
- **VR DASCO 72_Recensement des logements de fonction vacants dans les établissements scolaires parisiens**
- **VR DLH 70_ stratégie parisienne de sortie du logement de la spéculation immobilière**
- **VR DSOL 60_lutte contre le sans-abrisme des femmes et des familles**
- **Question écrite 09 - Réhabilitation du groupe Ourcq / Léon-Giraud (19e)**
- **Question écrite 04 - Rénovation de la Tour Keller**

LE NPP FACE A UN BUDGET DE L'AUSTÉRITÉ

4 Garantir l'accès aux soins et à des véritables services publics de proximité

LE CONSTAT DU NPP

Le budget supplémentaire ne répond pas à la crise des services publics de proximité. Alors que l'accès aux soins se dégrade, que les besoins en santé mentale explosent et que les fermetures de places en crèches se poursuivent, la Ville ne présente aucun plan d'investissement à la hauteur des besoins. **Pire, elle ne consacre que 4,3 millions d'euros à l'ouverture d'un nouveau centre municipal de santé, un effort largement insuffisant face aux attentes des Parisiennes et des Parisiens.**

Cette absence d'ambition se traduit sur le terrain : fermeture des établissements de la FOCCS, disparition de structures de proximité comme le centre de santé Haxo, suppression de places au Centre d'accueil de crise Amado en psychiatrie, difficultés persistantes dans les crèches municipales... **Une fois de plus, la Ville n'est pas au rendez-vous pour répondre aux besoins concrets des parisien·nes**

NOS ACTIONS AU CONSEIL DE PARIS

Le NPP fait le choix de lutter contre les déserts médicaux en augmenter le budget supplémentaire consacré à la santé de 31 millions d'euros. Nous déploierons également un plan massif pour faire face à la crise dans le secteur de la santé mentale.

- **VR DSP 45_Situation de la Fondation des Œuvres de la Croix-Saint-Simon (FOCSS)**
- **VR PL 1_Renforcer l'accès à la médecine de ville à Paris**
- **Question écrite 03 - Locaux du centre de santé de la rue du Moulinet (13e arrondissement)**

LE NPP FACE A UN BUDGET DE L'AUSTÉRITÉ

5 Construire une véritable ville populaire et accessible

LE CONSTAT DU NPP

Le budget supplémentaire ne répond pas aux inégalités d'accès à l'espace public. Alors que Paris reste en retard sur l'accessibilité universelle, que les déplacements demeurent particulièrement difficiles pour les personnes en situation de handicap, les familles ou les personnes âgées, **la majorité décide de consacrer 0 € supplémentaires à cette thématique. Pire encore, elle retire des crédit sur des enjeux majeurs : - 7 millions d'euros sur les zones à trafic limité, et - 0,7 millions d'euros sur la Gestion urbaine de proximité.**

Dans le même temps, la transformation de l'espace public se poursuit sans véritable réflexion sur le droit à la ville. Multiplication des usages marchands, difficultés d'accès à certains équipements, criminalisation des usages de l'espaces publics : **le Maire de Paris assume un modèle urbain fondé sur l'attractivité, l'événementiel et la valorisation économique des espaces communs, au détriment des Parisien·nes.**

NOS ACTIONS AU CONSEIL DE PARIS

Pour le Nouveau Paris Populaire, l'espace public est un bien commun, pas une marchandise. Nous faisons le choix de **faire de l'accessibilité universelle une priorité en consacrant 96 millions d'euros supplémentaires** pour rendre l'espace public accessible à tous. Nous prévoyons également u**n budget de 20 millions d'euros dédiés au développement des pistes cyclables sécurisées.**

- **VR DVD 64_Plan parisien de circulation et gestion intelligente de la circulation**
- **VR DJS 173_Arrêt du recours au naming pour les événements publics parisiens**
- **VR DDCT 76_Intégration des usages des enfants et des adolescents dans les politiques parisiennes d'aménagement et de jeunesse**
- **VR DPMP 6_Création d'un service communal de prévention et de sûreté**
- **Question écrite - Rajeunissement des mineurs concernés par les procédures policières à Paris**
- **VR DILT 9_Gestion de proximité du dispositif PAM par la Ville de Paris**
- **VR DSOL 92_mise en œuvre d'un Plan parisien pour l'accessibilité universelle**

LES ALERTES DU NPP

1 Projet de l’incinérateur de Vitry

LE CONSTAT DU NPP

L**e projet Thermo-sur-Seine enferme Paris dans un modèle dépassé**, fondé sur l'incinération des déchets, alors même que la réduction, le réemploi et le recyclage devraient être les priorités. À rebours des objectifs climatiques affichés par la Ville, il prolonge une technologie du XXe siècle au lieu d'engager une véritable transition écologique.

Ce projet illustre également une profonde injustice territoriale. Les nuisances environnementales sont supportées par les habitantes et les habitants de la petite couronne, tandis que les bénéfices profitent principalement à Paris, sans véritable concertation citoyenne.

Le Nouveau Paris Populaire demande l'abandon du projet actuel et l'ouverture d'un débat métropolitain sur l'avenir du réseau de chaleur parisien.

NOS ACTIONS AU CONSEIL DE PARIS

- **VR DPE 21_Elaboration d’une stratégie de réduction de la dépendance de la Ville de Paris à l’incinération des déchets**
- **VR DU 90_Abandon du projet Thermo-sur-Seine et à la réduction de la dépendance de Paris à l’incinération des déchets**
- **Question écrite - Garanties sanitaires, environnementales et économiques du projet Thermo-sur-Seine (Vitry 94)**

LES ALERTES DU NPP

2 Réforme du règlement intérieur et régression de la démocratie locale

LE CONSTAT DU NPP

Après seulement cent jours de mandat, **la nouvelle majorité s'attaque déjà aux règles du débat démocratique**. Derrière une réforme technique du règlement intérieur se cache une réalité politique : moins de droits pour l'opposition, moins de débats et davantage de pouvoir concentré entre les mains de l'exécutif.

C**ette « macronisation » de la gouvernance parisienne est un choix politique.** Pour le Nouveau Paris Populaire, la démocratie ne se renforce pas en réduisant les contre-pouvoirs, mais en donnant davantage de place au débat, aux élus et aux habitantes et habitants.

NOS ACTIONS AU CONSEIL DE PARIS

- **DDCT 147-148 : notre contribution pour améliorer le règlement intérieur**
- **VR DDCT 147_reconnaissance des pétitions citoyennes en ligne dans le cadre de l'initiative citoyenne prévue par le règlement intérieur du Conseil de Paris**
- **VR DDCT 96_Création d'un véritable Fonds populaire d'initiative locale dans les arrondissements**